

Vers une éthique économique libérée des profits monétaires

Penser l'économie ne peut faire l'économie d'une éthique : tôt ou tard la question des buts ou « fins » se retourne sur celle des moyens.

Penser l'éthique ne peut non plus s'épargner une réflexion sur les moyens offerts à une collectivité d'une certaine étendue pour un « vivre ensemble » qui ne soit pas le théâtre d'inévitables violences sociales et environnementales.

Dans son état actuel, force nous est de reconnaître que la réflexion sur les moyens est bloquée par les contraintes liées à *l'usage de l'argent, orienté, par construction, vers l'accumulation, la spéculation et la puissance relative qu'elles confèrent*. Elle ne peut donc guère faire mieux que regretter ces contraintes et proposer de les pacifier. Les correctifs s'ajoutent donc aux correctifs, et au final pactisent avec leurs méfaits.

Or il est tout à fait possible, aujourd'hui, de se dispenser de l'usage de l'argent.

Au moment du passage en caisse, le code à barres active deux circuits : celui des prix et celui du renouvellement des produits sur les rayons.

Celui des prix menace en fait continuellement les réapprovisionnements : sans crédit ou perspective de profits suffisants, l'entrepreneur doit abandonner la course ou abaisser la qualité de ses produits, *ce qui lui semble à juste titre injuste, et aux usagers aussi, dans la mesure où l'offre couvrirait une demande bien réelle*.

La suppression du circuit des prix permettrait à l'entrepreneur de se concentrer *sur son cœur de métier, à savoir le renouvellement de ses produits, au sens large, et la qualité de ses prestations* : qualité relative à la durée, à la fraîcheur, à la facilité d'emploi des produits matériels, mais aussi respect des personnes impliquées dans le processus de production, *justice rendue à leurs capacités*, notamment d'initiative, et *respect de l'environnement*, qui peut désormais être pris en considération dès la conception d'un produit ou usage.

Les avantages de l'informatisation des données s'imposent aujourd'hui dans tous les domaines. Mais ils sont *dévoyés par les considérations de profit et de concurrence*. Ces considérations interdisent en effet de prendre en compte les ressources locales, considérées comme non-rentables. Elles cultivent donc les injustices géographiques. Elles entretiennent des secrets favorables à la spéculation.

En faisant disjoncter l'informatisation des données de l'usage de la monnaie, et a fortiori des profits monétaires, *une gestion objective, solidaire, écologique et juste des ressources devient possible*.

Ce mode de gestion nous semble le nouvel horizon de la pensée éthique et économique.

Il place la maîtrise des usages *au cœur de la réflexion et de la décision démocratique*, aujourd'hui soumises aux équilibres budgétaires et l'apurement des dettes, sous le regard impérieux des agences de notation (selon des critères strictement monétaires, exigeant l'équilibre du budget des Etats et le profit maximum pour les autres instances).

Sa mise en ondes pratiques (l'abandon du circuit des prix) ne présente aucune difficulté insurmontable. Quant à sa mise en ondes politiques, elle semble devoir tôt ou tard s'imposer.

Ce site invite tous ceux dont la réflexion sur l'économie matérielle croise celle du juste et de l'injuste à l'étude de la faisabilité et des effets sociaux et environnementaux d'une économie sans monnaie.

